

suivre ma victoire et prendre toute l'armée russe avec ce qui reste de l'armée autrichienne, s'il en reste... Mais enfin, soit ! quelques larmes de moins seront versées.

Le premier soin de Napoléon, de retour à Austerlitz, avait été de signer le travail que les ministres lui envoyaient chaque jour par estafette ; puis il avait dit avec une sorte d'exaltation au petit nombre de ceux qui étaient présents, tout en se promenant dans le salon les mains croisées sur le dos :

— Ah ! ah ! Messieurs, quelle paix pour les alliés ! Elle sera pour eux la dissolution du grand empire germanique, la reconnaissance des rois de Bavière et de Wurtemberg, la réunion à mon royaume d'Italie, et par conséquent à l'Empire français, des duchés de Parme et de Plaisance, de la Toscane, de Gênes et de Venise ; ce sera le renvoi honteux de cette armée russe qui s'était avancée en poussant des cris de victoire. Quel exemple inouï de la toute-puissance des combats ! Ces vieilles bandes de Paul I^{er}, qui jadis s'étaient formées à l'école des vainqueurs de Charles XII, vont passer sous notre joug comme des enfants timides ! Je veux qu'il soit élevé au milieu de la place Vendôme de ma bonne ville de Paris, une colonne du genre de la colonne Trajane, recouverte en entier avec le bronze conquis sur les ennemis de la France. Je veux que ce bronze représente par des bas-reliefs disposés en spirale tout ce que cette campagne a eu

de glorieux pour la patrie, depuis la levée du camp de Boulogne jusqu'à la paix que je veux signer à Vienne. Ce n'est pas tout, il me faut maintenant témoigner ma reconnaissance à tous mes frères d'armes. Et s'adressant au major-général : — Berthier, mettez-vous là et écrivez le décret que je vais vous dicter :

« Napoléon par la grâce de Dieu, la volonté du peuple et la force de ses armes, empereur des Français, roi d'Italie, etc.

« Art. 1. Les veuves des généraux morts à la bataille d'Austerlitz jouiront d'une pension de 6.000 fr. leur vie durant ; les veuves des colonels et des majors, d'une pension de 2.400 fr. ; les veuves des capitaines, d'une pension de 1.200 fr. ; les veuves des lieutenants et sous lieutenants, d'une pension de 800 fr. ; les veuves des soldats, d'une pension de 200 fr.

« Art. 2. Nous adoptons tous les enfants des généraux, officiers et soldats français morts à la bataille d'Austerlitz ; ils seront tous entretenus et élevés à nos frais, les garçons dans notre palais impérial de Bambouillet, et les filles dans notre palais impérial de Saint-Germain ; les garçons seront ensuite placés, et les filles mariées par nous.

« Art. 3. Indépendamment de leurs noms de baptême et de famille, ils auront le droit d'y joindre celui de *Napoléon*. »

Le même décret réunissait dans une seule fête l'anniversaire du couronnement et celui de la bataille d'Austerlitz.

Comme les travaux de la guerre ou les combinaisons de la politique étrangère ne faisaient jamais perdre de vue à Napoléon les soins minutieux qu'il devait apporter aux besoins de ses sujets, il dicta immédiatement après à un de ses secrétaires la lettre suivante pour le ministre de l'Intérieur. Cette lettre est curieuse, surtout par la recommandation qui la termine :

« M. de Champagny, il existe à la Bibliothèque Nationale beaucoup de pierres précieuses. Il faut les distribuer avec ordre aux bons graveurs de Paris, pour qu'ils gravent les diverses figures qu'elles représentent. Moitié du prix de ce travail, dont l'estimation sera faite par Denon, sera avancé à l'artiste ; l'autre moitié ne lui sera payée que lorsque son œuvre sera entièrement terminée et qu'il aura fait la remise de la pierre qui lui aura été confiée. Cela encouragera l'industrie et donnera du travail aux graveurs qui n'en

« ont pas. Gardez-vous de payer d'avance la totalité de ce travail à
 « aucun d'eux, ce serait le moyen de n'avoir rien du tout, ou du
 « moins de n'obtenir rien de bon. Celle-ci n'étant à d'autres fins, je
 « prie Dieu, Monsieur de Champagny, qu'il vous ait toujours en sa
 « digne garde.

« De mon camp d'Austerlitz, le 4 décembre 1805.

« Napoléon. »

L'Empereur passa de cette manière une partie de la nuit du 3 au 4 ; c'était ainsi qu'à l'activité du champ de bataille succédait l'activité du cabinet ; et lorsque Savary entra :

— A propos, monsieur l'ambassadeur, dit d'un ton léger Napoléon à Savary, vous êtes-vous bien acquitté de votre mission ! M'apportez-vous enfin l'adhésion de l'empereur de Russie ? Vous avez été bien longtemps absent, ce me semble ?

Puis, ayant fait répéter deux fois de suite et mot pour mot à son aide-de-camp la conversation qu'il avait eue avec Alexandre, il reprit :

— Et il vous a donné sa parole ?

— Oui, Sire.

— Parole de Russe, dit Napoléon, en hochant la tête d'un ton d'incrédulité.

— Sire, j'ai trouvé Sa Majesté l'empereur de Russie tel que doit être un homme de cœur et de sens.

— J'eusse mieux aimé un mot de sa main, c'eût été plus convenable. Ces Russes !... Ces Russes, répéta-t-il, ne sont aujourd'hui que les Grecs du Bas-Empire d'autrefois ; au surplus, on verra... Et vous dites que ce M. Dolgorowski était là ?

— Oui, Sire ; mais il n'a pas pris part à notre conversation.

— Parbleu ! c'est ce qu'il avait de mieux à faire ! Je n'oublierai jamais les jactances de ce jeune homme ; la veille de la bataille, oser m'apporter une lettre de son maître avec cette suscription : *Au chef du gouvernement français !...* Je quitterai Austerlitz aujourd'hui, ajouta-t-il. Savary, vous viendrez avec moi ; je suis content de vous allez vous reposer.

L'Empereur alla s'établir le soir même à Brunn. Il n'y resta que peu de jours, pendant lesquels il fit constater les pertes que son armée avait éprouvées.

Il envoya ses aides-de-camp visiter les hôpitaux et remettre de sa part 40 fr. à chaque blessé ; puis, une gratification de 3000 fr.

à chaque officier-général blessé, et successivement 2.000, 1.500, et 500 fr. aux officiers de différents grades au-dessous qui se trouvaient dans le même cas. On juge si ce secours leur était nécessaire et s'ils durent bénir la main qui le leur accordait.

Napoléon ne fit que traverser Vienne pendant la nuit, et alla droit à Schœnbrunn. Là, dès le lendemain de son installation, il reçut M. de Haugwitz, le même qui était venu le complimenter de la part du roi de Prusse le soir de la bataille.

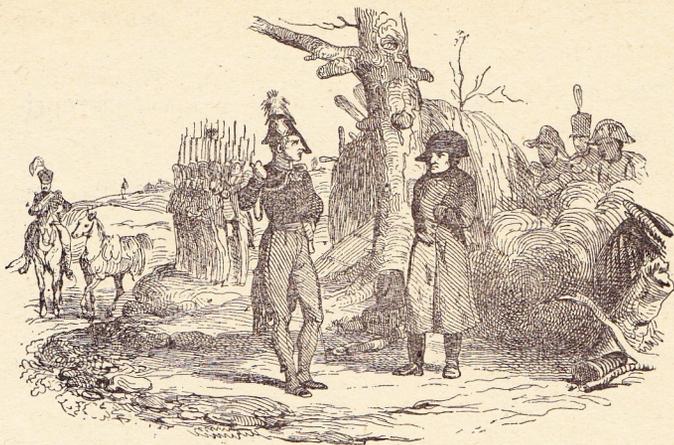
Ce ministre, qui était depuis quelques jours à Vienne, où il négociait avec M. de Talleyrand et le ministre d'Autriche, se trouvait, il faut l'avouer, dans la position la plus critique où puisse être réduit un diplomate.

Napoléon, placé par la victoire dans la plus brillante situation, traita le baron prussien avec sévérité.

Cependant il ne lui fit aucun reproche en commençant ; mais, au fur et à mesure qu'il lui prouvait qu'il n'était pas dupe des intentions dans lesquelles on l'avait envoyé près de lui, il s'échauffa, parla du passage de l'armée russe à Varsovie et de son arrivée à Breslau, où elle était encore ; enfin, lorsqu'il en vint à demander à l'ambassadeur ce que signifiait cet autre corps russe qui était en Hanovre et communiquait par la Prusse avec l'armée autrichienne, il parla si haut et avec tant de véhémence qu'on l'entendit distinctement, de la pièce voisine de son cabinet, s'exprimer ainsi :

— ... Est-ce une conduite franche que celle de votre maître avec moi ? il serait plus honorable pour lui de m'avoir fait la guerre, quoiqu'il n'eût aucun motif pour cela ! Vous eussiez au moins servi vos prétendus alliés, parce que j'y aurais regardé à deux fois avant de leur livrer bataille. Je comprends, vous voulez être les alliés de tout le monde, c'est plus commode ; mais cela n'est pas possible. Au temps où nous vivons, il faut opter entre eux et moi.

Si vous vous rangez du côté de ces messieurs, je ne m'y oppose pas ; mais si vous faites mine de vouloir rester avec moi, je veux de la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère les ennemis francs à de faux amis. Si vos pouvoirs ne sont pas assez étendus pour traiter cette question-là, mettez-vous en règle ; en attendant, moi, je vais m'y mettre aussi en marchant sur mes ennemis, quels qu'ils soient, et en tâchant de les écraser partout où je les



trouverai ; seraient-ils sur les hauteurs de Montmartre, je ne devrais répondre qu'à coups de canon à leurs notes diplomatiques.

En finissant ces mots, Napoléon avait brusquement tourné le dos à M.

de Haugwitz, auquel il n'avait pas même laissé le temps de se reconnaître. Ces dernières paroles de Napoléon sont d'autant plus remarquables, qu'en songeant à 1814 elles étaient prophétiques.

L'arrivée de Rapp, dont la blessure commençait à se cicatriser, vint faire diversion et changea la nature des sentiments d'exaltation et de mécontentement auxquels il paraissait en proie ; il reçut cet aide-de-camp favori de la manière la plus gracieuse, et, après lui avoir demandé des nouvelles de sa santé avec le plus touchant intérêt.

— A propos ! ajouta-t-il, la dernière fois que je t'ai vu, j'ai oublié de te dire que je t'avais nommé général de division ; va donc faire ajouter une étoile de plus à tes épaulettes.

Rapp s'étant incliné en signe de remerciement, se disposait à sortir lorsque l'Empereur le retint.

— Ce n'est pas tout, mon brave, reprit-il, tâche de ne pas te faire blesser toutes les fois que tu prends part à une affaire ; cela devient ridicule. Tu es comme Murat, tu cours comme un aveugle ; tu vas ! tu vas ! tu vas !... et puis tu es forcé de garder le lit... Es-tu seulement en état de voyager un peu ?

— Certainement, Sire ; je suis toujours en état de faire tout ce que Votre Majesté m'ordonnera pour lui prouver ma vive reconnaissance.

— En ce cas, va raconter les détails de la bataille d'Austerlitz à Marmont, afin de le faire enrager de ne s'y être pas trouvé ; cela te distraira ; et puis tu jugeras de l'effet que la nouvelle aura produit sur les Italiens. Tu partiras d'ici ce soir. Au revoir, monsieur

le général de division Rapp ! Continuez de soigner votre santé ; c'est ce que j'entends que vous fassiez avant tout.

Et l'Empereur lui ayant pris la main qu'il serra à diverses reprises, ajouta avec effusion et d'un ton tout particulier :

— Adieu, mon brave !... Je vais t'envoyer tout à l'heure tes instructions ; attends-les dans le salon de service.

Une heure après, le général recevait, avec des instructions dictées par l'Empereur lui-même, le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, auquel était joint le brevet d'une dotation de 12,000 fr. hypothéqués sur le mont de Milan.

CHAPITRE XXVI

Activité de Napoléon

Cependant, l'Angleterre aussi a eu son jour de bonheur et de gloire ; les exploits de ses marins la consolent des nombreux échecs que reçoivent ses alliés sur le continent.

Après des ordres réitérés, Villeneuve s'était enfin décidé à sortir du port de Cadix. Il a dix-huit vaisseaux, l'amiral espagnol, Gravina en a quinze, lorsque, le 21 octobre, il rencontre au cap Trafalgar la flotte anglaise forte de vingt-huit vaisseaux commandés par Nelson.

Malgré la supériorité de la flotte combinée, l'amiral anglais attaque avec intrépidité, coupe en deux la ligne de ses adversaires et, par ses habiles dispositions, paralyse une partie de leurs forces.

En quelques heures, les alliés ont perdu quatre vaisseaux pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix autres échoués et naufragés ; neuf

seulement rentrent à Cadix, et quatre qui s'étaient échappés sous les ordres du contre-amiral Dumanoir, sont capturés quelques jours après en vue des côtes de Galice.

Mais la victoire coûte cher aux Anglais ; seize de leurs vaisseaux sont mis hors de combat, et le plus intrépide de leurs amiraux, Nelson, est frappé d'un coup mortel. Gravina aussi a succombé dans la lutte. et Villeneuve, d'abord fait prisonnier des Anglais, signale son retour en France par un suicide. Il craignait de subir un jugement ignominieux.

Napoléon prenait possession d'Ulm lorsqu'il apprit la désastreuse journée de Trafalgar ; il se contenta de dire :

— Je ne puis être partout.

Il dut alors renoncer à disputer l'empire de la mer ; désormais l'Angleterre régnera sur toutes les eaux et bloquera toutes les côtes. Mais la puissance maritime de la France doit surgir une des plus grandes idées de Napoléon : au blocus maritime il opposera le blocus du continent.

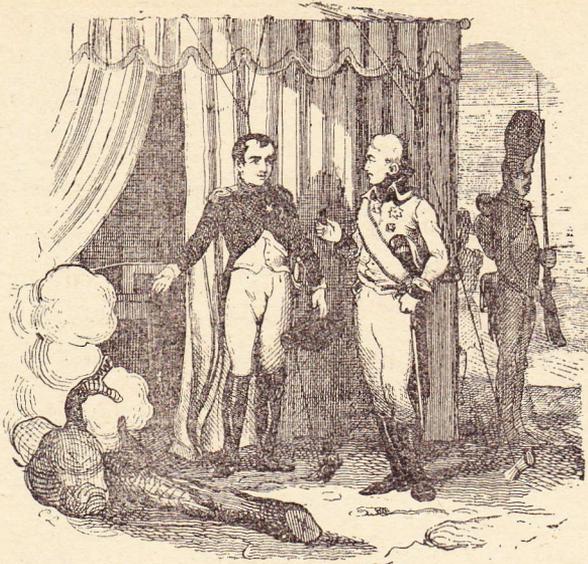
Cependant, même alors que les désastres sur mer semblaient irréparables, alors que Pondichéry, dernière possession des Français dans l'Inde, venait de succomber, l'empereur ne renonçait pas au projet depuis longtemps conçu de frapper au cœur la puissance anglaise par une invasion dans l'Inde britannique.

Quoique les affaires du continent l'aient sans cesse détourné de cette hardie entreprise, il est intéressant de rappeler les conceptions de ce prodigieux génie qui, au milieu même des vastes combinaisons que nécessitaient de constantes victoires, méditait encore de plus grands efforts, et toujours en lutte contre l'Europe en armes, projetait la conquête de l'Asie.

Après avoir, par de nouvelles constructions, réparé les pertes de sa marine, il voulait embarquer à Brest une armée de vingt-quatre mille hommes avec son matériel, sur quarante vaisseaux de ligne, à raison de six cents soldats par vaisseau.

Cette flotte, approvisionnée pour quatre mois, eût cinglé en grande diligence vers l'Ile-de-France, pour y renouveler ses provisions, et remplacer ses malades par des troupes fraîches.

De là, faisant voile pour l'Inde, elle eût débarqué l'armée chez les Mahrattes, ennemis opiniâtres des Anglais.



Aussitôt après le débarquement, la flotte devait repartir pour l'Europe, et complétait ses équipages, en brûlant douze de ses vaisseaux les plus vieux et les plus avariés.

Quant à l'armée, on l'abandonnait à la fortune et au courage des soldats. Guidée par un chef habile, elle pouvait

égaler, surpasser même les exploits de Dupleix et rétablir dans l'Inde l'ancienne influence française.

Il y avait d'ailleurs dans l'ensemble de cette entreprise les aventureuses espérances et les gigantesques hasards qui séduisaient l'imagination de Napoléon, et qui déjà l'avaient entraîné aux rives de l'Égypte.

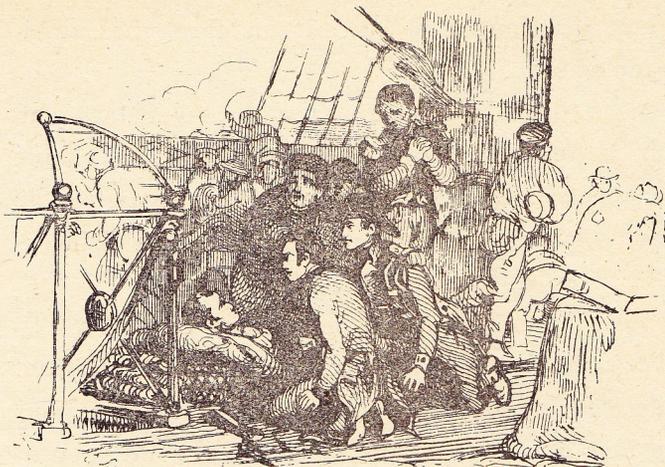
Il ne négligeait pas d'ailleurs les négociations qui devaient rendre le succès plus facile. Le roi de Perse se montrait disposé à seconder les Français, et les rajahs indiens, surtout parmi la population belliqueuse des Mahrattes, invoquaient avec instance l'appui du grand empereur.

Ils garantissaient l'expulsion totale des Anglais de l'Inde si Napoléon soutenait leurs efforts avec un corps de quinze mille hommes d'infanterie, avec une bonne artillerie et surtout de bons officiers.

Ces demandes furent renouvelées pendant plusieurs années ; les négociations se transmettaient par la voie de Constantinople, par l'Île de France et par des marchands venus sur des bâtiments danois. Napoléon accueillait ces propositions avec faveur ; mais les circonstances étaient plus impérieuses que sa volonté.

A peine débarrassé de l'Autriche, il eut à punir un imprudent ennemi qui plusieurs fois déjà s'était signalé par sa haine contre la France.

Pendant qu'il était engagé dans la Moravie, la cour de Naples,



violant audacieusement la neutralité jurée, avait déclaré la guerre à la France.

Vingt-mille Anglo-Russes, débarqués le 19 novembre à Naples et à Castellumare, avaient inspiré à la cour

une folle confiance ; l'armée napolitaine, réunie dans les Abruzzes, se mettait au service de la coalition.

Napoléon en fut informé au moment où il obligeait l'Autriche à s'humilier devant lui. Son indignation fut vive. Après Marengo, il avait déjà pardonné une semblable perfidie ; après Austerlitz, il résolut d'infliger un châtement exemplaire. Dans un ordre du jour adressé à ses soldats, il prononce l'arrêt des Bourbons de Naples :

« La dynastie de Naples, dit-il a cessé de régner. »

Une armée de quarante mille hommes est chargée d'exécuter la sentence. La paix de Presbourg permettait de disposer des troupes qui étaient en Carinthie à la poursuite du prince Charles ; elles furent divisées en trois corps dont le prince Joseph fut nommé général en chef ; Gouvion-Saint-Cyr commandait sous lui.

Dans le courant de janvier 1806, cette armée se mit en marche ; les Anglo-Russes ne les attendirent pas, et se rembarquèrent en toute hâte.

La cour se réfugia en Sicile ; les troupes napolitaines, abandonnées à elles-mêmes, ne tentèrent pas de lutter contre leurs formidables adversaires.

Il n'y eut de résistance qu'à l'entrée des Calabres ; mais Regnier d'un côté, Duhesme de l'autre, forcèrent toutes les positions. Au milieu de mars, les Français étaient partout vainqueurs.

Peu de jours après, Joseph recevait, par décret impérial, le titre de roi de Naples. C'était le commencement de ces créations dynastiques qui, de l'aveu de Napoléon lui-même, lui causèrent tant de

gènes, et à l'Europe tant d'alarmes que pouvait justifier une ambition devenue trop personnelle.

Dans le moment même où il ordonnait à son armée d'élever un trône au prince Joseph, il formait le premier anneau de la chaîne qui devait unir la dynastie napoléonienne aux anciennes dynasties de l'Europe : Eugène Beauharnais était donné pour époux à la princesse Auguste-Amélie, fille aînée du roi de Bavière.

D'autres membres de sa famille obtiendront à leur tour des alliances souveraines ; lui-même ira tendre la main à la fille des Césars.

Triste alliance, qu'il considère comme une conquête, et qui pour un tel homme n'est qu'une chute ! Perdant la conscience de sa propre grandeur, il croit s'anoblir par des transactions matrimoniales, comme s'il y avait rien de plus noble que le génie triomphant ! Il croit surtout se fortifier par le mélange de sa race avec les races royales, comme si toute sa force ne résidait pas en lui, comme si des alliances commandées devaient être plus respectées par les souverains qui les subissaient, que les traités solennels imposés par la victoire !

Napoléon éprouva tant de satisfaction du succès de cette première négociation, qu'il voulut assister lui-même aux fêtes du mariage.

Laisant le commandement de la grande armée à Berthier, il partit le 31 décembre pour Munich.

Depuis quinze jours l'impératrice Joséphine était arrivée dans cette ville. A elle, du moins, il était permis de se réjouir des brillantes destinées de son fils, et son orgueil maternel n'avait rien que de légitime.

Les cérémonies du mariage se firent avec un grand éclat. De brillantes fêtes furent offertes aux deux époux, et célébrèrent dignement la présence de l'hôte illustre qui venait d'ériger la Bavière en royaume. Le nouveau roi devenait le parent de Napoléon ; il était son obligé. Que de motifs pour croire à une fidélité inébranlable ! que de liens sacrés resserrent une alliance qu'on peut juger éternelle !

De nouvelles fêtes accueillirent encore Napoléon et Joséphine à Stuttgart, à Carlsruhe, et d'immenses préparatifs se faisaient à Strasbourg pour les recevoir avec pompe. Mais ils se déroberent aux hommages de cette dernière ville, et arrivèrent à Paris dans la nuit du 26 au 27 janvier.

Chaque fois que Napoléon quittait la capitale, il y rentrait plus grand. A son retour d'Austerlitz, il fut accueilli avec transport, et l'admiration que causait cette merveilleuse campagne se manifesta par les accents du plus vif enthousiasme.

Nous ne parlerons pas des harangues officielles des fonctionnaires ; on sait que les hommes en place ont toujours des éloges pour les souverains en place.

Mais cette population nombreuse qui n'avait d'autres profits dans la victoire que sa portion de solidarité dans la gloire nationale, cette foule désintéressée qui se passionne pour les grandes choses, et se dévoue à une idée, à un sentiment abstrait, saluait Napoléon de ses hommages joyeux, l'exaltait dans ses discours et dans ses chants ; une immense popularité s'attachait au nom de l'empereur ; c'était, sans qu'il le sût, sa plus belle récompense.

Bientôt des monuments publics consacrèrent le souvenir de la grande journée : le pont du Jardin-des-Plantes, ouvert au public le 1^{er} janvier 1806, reçut et conserva le nom de pont d'Austerlitz.

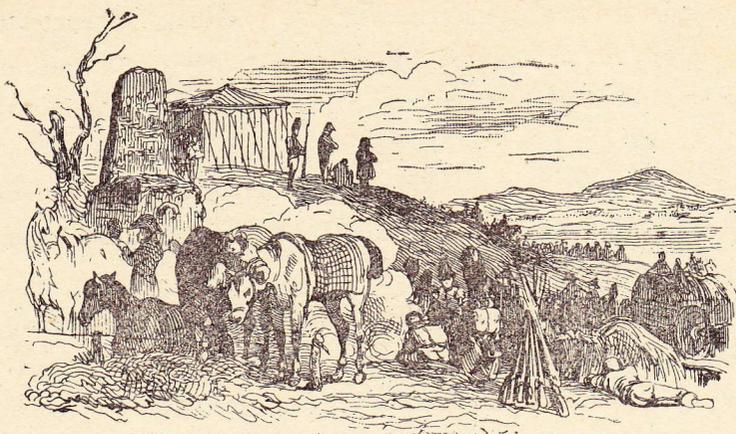
Quelque temps après, les canons russes et autrichiens servirent à la construction de la colonne de la place Vendôme, magnifique trophée offert à la capitale par les soldats de la grande armée.

Quand les autorités vinrent complimenter Napoléon le lendemain de son retour, il répondit :

— Si la destinée avait été contraire à mes armes, c'est alors que j'aurais fait une entrée solennelle, pour que mes ennemis reconnussent aux acclamations qui se seraient fait entendre, et au nombre des Français qui se seraient pressés autour de moi, les ressources que je trouverais dans l'amour de mes sujets.

Noble et touchante confiance assurément, mais qui s'adressait mal aux autorités qui, au premier revers, devront le trahir ! C'est le peuple qui méritait cet hommage de son souverain. Napoléon le comprit trop tard. Les leçons de l'adversité appartenaient encore à l'avenir !

Les fêtes de Paris se prolongèrent pendant plusieurs jours. Partout où se montrait l'empereur, on l'accueillait avec des acclamations frénétiques. Il parut à plusieurs théâtres, et même après des cris répétés de « Vive l'empereur ! » les frémissements de la joie populaire permettaient à peine de continuer le spectacle.



Le 4 février, à l'Opéra, fut représentée une pièce de circonstance en l'honneur de la grande armée et de son chef. La décoration figurait la partie de Paris qui s'étend depuis le pont des Arts jusqu'au-delà des Champs-Élysées ; l'élite de la grande armée rentrait dans la capitale en triomphe. Des groupes de nations étrangères et de femmes des divers départements formaient les ballets.

Le 2 mars, l'ouverture de la session législative se fit avec solennité. Napoléon se rendit au Corps-Législatif dans tout l'appareil de la puissance souveraine, et rappela dans son discours d'ouverture les grandes choses qu'il venait d'accomplir.

Certes, en répondant à de pareilles communications, l'éloge était de saison. Le président Fontanes fut l'organe éloquent des sentiments publics, et personne ne trouvait alors que dans ses compliments officiels il y eût de l'hyperbole.

« L'homme, dit-il, devant qui l'univers se tait, est aussi l'homme en qui l'univers se confie ; il est à la fois la terreur et l'espérance des peuples ; il a rendu à l'histoire moderne l'intérêt de l'histoire ancienne, et ces spectacles extraordinaires que notre faiblesse ne pouvait plus concevoir. »

Dans l'adresse, le Corps-Législatif disait à Napoléon, par l'organe de son président :

« Les années, sous votre règne, sont plus fécondes en événements glorieux que les siècles sous d'autres dynasties. Déjà, les plus anciennes maisons souveraines brillent d'un nouvel éclat en se rapprochant des rayons de votre couronne. »

Le Tribunal ne se montra pas moins empressé à célébrer les grandeurs du souverain et à lui offrir de solennels hommages. En recevant des drapeaux que lui avait envoyés le vainqueur d'Austerlitz, ce corps émit plusieurs vœux qui méritent d'être rapportés pour l'instruction de ceux qui croient à la sincérité dans les manifestations officielles des corps constitués. Chacune des chambres faisait assaut de flatteries. Le Tribunal demandait donc :

1^o Que sur une des principales places de la capitale, il fût érigé une colonne surmontée de la statue de l'empereur ; que cette colonne portât pour inscription : *A Napoléon-le-Grand ; la patrie reconnaissante ;*

2^o Qu'il fût élevé un édifice où seraient réunis les chefs-d'œuvre des arts destinés à consacrer la gloire de Napoléon et des armées françaises ; que dans ce monument fût déposé, avec l'appareil le plus pompeux, pour y rester pendant la paix, l'épée que l'empereur portait à la bataille d'Austerlitz, et qu'elle en fût retirée avec la même pompe, si la guerre imposait la nécessité d'en faire usage ; que dans ce même lieu fussent distribués les grands prix que l'empereur devait donner de sa propre main aux productions du génie et de l'industrie nationale ; qu'il fût également destiné aux actes solennels de la Légion-d'Honneur et de l'instruction publique ;

3^o Que chaque année, l'anniversaire de la naissance de Napoléon fut célébré par une fête nationale, dont l'éclat fut digne d'un monarque si cher à son peuple.

Le Sénat ne se montra pas moins empressé d'offrir son tribut.

Il décréta qu'au nom du peuple français, il consacrait un monument triomphal à Napoléon-le Grand ; que le Sénat en corps irait au devant de l'Empereur lui présenter l'hommage de l'admiration, de la reconnaissance et de l'amour du peuple français ; que la lettre de l'empereur, datée d'Elchingen le 26 vendémiaire, par laquelle il faisait don au Sénat de quarante drapeaux conquis par l'armée, serait gravée sur une table de marbre qui serait placée dans la salle des séances.

La ville de Paris avait sa part de drapeaux ; elle ne voulut pas être en reste de flatterie. Le conseil municipal décida qu'il serait construit, aux frais de la commune, un monument consacré à perpétuer à la fois le souvenir des faits glorieux de Napoléon-le-Grand et

les sentiments d'admiration, d'amour et de respect que la capitale de l'empire faisait éclater pour son empereur.

Il serait curieux de rapporter tous les discours que dans ces occasions l'on entendit au sein du Sénat et du Tribunat.

C'était un concert unanime de louanges, où toutes les formules admiratives étaient épuisées : peu s'en fallait qu'on ne décrêtât une apothéose ; et si Napoléon se crut encore un homme, c'est qu'il avait plus de noblesse dans le caractère que ceux qui l'encensaient.

Il prouva bien, au reste, qu'il ne se laissait aveugler, ni par sa position, ni par les solennels hommages qu'on lui prodiguait. Denon lui présentait une série de médailles destinées à perpétuer les souvenirs d'Austerlitz. La première représentait l'aigle français étouffant dans ses serres le léopard britannique. Napoléon la rejeta brusquement :

— Comment osez-vous dire, s'écria-t-il, que l'aigle étouffe le léopard ? Je ne puis mettre à la mer un seul petit bateau pêcheur, sans que les Anglais ne s'en emparent. Faites fondre de suite cette médaille, et ne m'en présentez jamais de pareilles.

Ainsi savait-il conserver la juste appréciation des choses, même aux éivremments de la victoire ; il se sentait assez grand pour ne rien ôter au mérite de ses plus implacables ennemis.

La flatterie pourtant ne se reposait pas, et semblait prendre à tâche d'amoindrir cette haute intelligence. Brune lui faisait présent d'une belle médaille d'Alexandre, qu'il avait rapportée de Constantinople, et Saint-Cyr d'une pierre gravée antique, représentant Annibal, que l'on avait trouvée à Tarente.

Aussitôt les courtisans se récrièrent sur la ressemblance que présentaient ces héros anciens avec les traits de l'empereur. C'était une double sottise, car Napoléon était déjà si grand par lui-même, qu'il n'avait rien à gagner d'une comparaison forcée avec Annibal ou Alexandre.

Il y avait néanmoins un coin de Paris où les grandeurs de l'empire, bien loin d'être exagérées ou même appréciées, étaient l'objet constant d'un dénigrement systématique.

Quelques salons du faubourg Saint-Germain, opiniâtres dans leur haine pour tout ce qui appartenait à la révolution, et conservant dans toute sa ferveur le vieux culte du royalisme, ne pardonnaient pas à

Napoléon d'avoir fait la révolution si grande, et lui pardonnaient encore moins d'avoir osé s'asseoir sur le trône de saint Louis.

Leur haine augmentait avec ses succès, et, dans leur aveugle colère, ils considéraient comme un sujet de deuil les victoires nationales. Trop faibles cependant pour faire une opposition sérieuse, trop isolés pour former un parti politique, ils se consolaient de leur impuissance par des quolibets, et poursuivaient de vains sarcasmes l'empereur et sa cour, et ces parvenus, embarrassés de leurs honneurs nouveaux, et qui n'étaient trop souvent que des courtisans sans dignité.

Cette guerre d'épigrammes était conduite par des femmes, les unes renommées pour leur esprit, les autres pour leur beauté. Les plus célèbres étaient Mesdames de Chevreuse, d'Aveaux et Récamier ; leurs chevaliers étaient au nombre de douze ou quinze, à la tête desquels paraissait l'ex-duc de Duras.

Napoléon se montrait sensible plus que de raison à l'ancien régime, et la police entretenait ses ressentiments, en donnant à des propos de salon une importance exagérée.

Le crédit de la banque ayant été un moment fortement ébranlé, on ne sut pas trouver à cette crise d'autres causes que les menées du faubourg Saint-Germain, et un rapport de la police à ce sujet parvint à l'empereur dans son quartier-général de Schœnbrunn.

Eloigné des événements, et déjà fortement prévenu, il accueillit trop facilement les rapports de Fouché, et ordonna que les personnes désignées fussent exilées de Paris.

Talleyrand cependant, très-lié avec M^{me} de Lignes, belle-mère de M^{me} de Chevreuse, fit rayer cette dernière de la liste : elle fut même, par son influence, nommée dame du palais de l'impératrice, au grand scandale de ses nobles amis.

Ce petit coup d'état contre une coterie sans influence fut à peine aperçu du public : mais, dans le faubourg Saint-Germain, on jeta les hauts cris ; les exilés furent honorés et plaints comme d'illustres victimes, et Fouché, marchant comme de coutume dans des voies tortueuses, s'efforçait en secret de consoler les mécontents, en imputant charitablement à l'initiative de l'empereur une mesure que lui-même avait provoquée,

A peine de retour à Paris, Napoléon s'était occupé avec l'activité qui lui était propre, de l'administration intérieure.

Assistant avec assiduité aux séances du conseil, discutant les lois, éclairant les questions par sa vaste intelligence, et donnant des leçons même aux hommes spéciaux, il étonnait autant ses auditeurs dans les conseils que ses adversaires sur le champ de bataille. Les lois les plus diverses, les mesures les plus fécondes marquèrent son séjour dans la capitale.

Lois de finances, lois de douanes, règlements sur l'instruction publique, sur les théâtres, sur les écoles d'arts et métiers, sur la police, sur l'administration municipale, travaux publics, routes, ponts, navigation, ports, constructions navales, fortifications, il s'occupe de tout, il suffit à tout. Il ne détourne pas les yeux cependant des affaires extérieures ; elles sont graves et appellent son attention.

Malgré la paix de Presbourg, malgré les serments de François II, l'Autriche restait toujours unie de cœur à la coalition, n'attendant pour reprendre les armes qu'une occasion favorable.

Alexandre, épargné par Napoléon, se souvenait plutôt de l'humiliation que du bienfait.

L'Angleterre n'avait sur le continent perdu que son argent ; ce n'était pour elle rien de plus qu'une opération de banque malheureuse : de nouveaux hasards pourraient servir de balance.

La Prusse était entraînée par crainte vers l'alliance française, par sympathie vers la coalition.

La France triomphante avait anéanti de puissantes armées ; mais ses ennemis restaient toujours les mêmes, ouvertement ou en cachette.

Napoléon jugea que rien n'était à négliger de ce qui pouvait fortifier son empire et donner de l'unité aux peuples qui l'appuyaient.

Or, la Hollande ne lui semblait ni assez indépendante ni assez intimement unie à la France, ce qui était pour lui la même chose, tant que les partisans de la maison d'Orange conserveraient quelque espérance se rétablir dans le Stadhoudérat.

Les stipulations de la dernière coalition avaient prouvé que l'Angleterre n'abandonnait pas ce projet : le rétablissement du prince d'Orange avait été une des clauses de la ligue.

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5° EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS